



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...

• (Page 07)

Fiscalité

Le Ghana abaisse sa TVA de 21,9% à 20 % et simplifie son dispositif

L'Autorité fiscale du Ghana a annoncé l'entrée en vigueur, à compter du 1er janvier 2026, d'une réforme d'envergure de la taxe sur la valeur ajoutée.

Cette ...

• (Page 06)

Venezuela

Les compagnies pétrolières américaines vont s'implanter

Donald Trump a déclaré samedi qu'il autoriserait les compagnies pétrolières américaines à se rendre au Venezuela ...

• (Page 08)

Les voeux 2026 aux Togolais de Faure Gnassingbé

• (Page 03)

Protéger, Rassembler et Transformer



Droits des personnes handicapées

L'Assemblée nationale autorise la ratification du Protocole africain

Au Togo, l'Assemblée nationale a adopté ; le mercredi 31 décembre 2025, le projet de loi autorisant la ratification ...

• (Page 02)

Agriculture

Bâtir une agriculture résiliente, productive et souveraine

Pilier de l'économie nationale, mobilisant plus de 60 % de la population active, le secteur agricole au Togo a connu une année dense, marquée ...

• (Pages 04)

Guinée équatoriale

Ciudad de la Paz devient officiellement la nouvelle capitale

L'installation des institutions à Ciudad de la Paz doit s'achever dans l'année, marquant un tournant pour la gestion publique et l'équilibre territorial en Guinée ...

• (Page 06)

Togo

La Loi de finances 2026 définitivement adoptée

L'Assemblée nationale a adopté définitivement le lundi 29 décembre à Lomé, la Loi de finances exercice 2026. Le nouveau budget initial de l'Etat s'équilibre en ressources et en charges à 2751,5 ...

• (Page 04)

Bourse

• (Pages 10)

BRVM, une dynamique soutenue par des indicateurs en forte hausse



CANALBOX

FIBREZ
SANS FRAIS

PROFITEZ DÈS MAINTENANT
DE L'INSTALLATION À 0 FCFA*

TÉLÉCHARGEZ L'APP CANALBOX
POUR TESTER VOTRE ÉLIGIBILITÉ



*Paiement du premier forfait mensuel à la souscription

8866

www.canalbox.tg

Coût de l'appel : 20 FCFA.

Droits des personnes handicapées

L'Assemblée nationale autorise la ratification du Protocole africain

Au Togo, l'Assemblée nationale a adopté ; le mercredi 31 décembre 2025, le projet de loi autorisant la ratification du Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des personnes handicapées en Afrique. Ce vote consacre l'engagement du Togo en faveur d'une société plus inclusive, fondée sur l'égalité, la dignité et la justice sociale.

• Wilson Lawson

Réunie en septième séance plénière de la deuxième session ordinaire de l'année 2025, la Représentation nationale a examiné et adopté le projet de loi portant autorisation de ratification du Protocole africain relatif aux droits des personnes handicapées, signé le 29 janvier 2018 à Addis-Abeba, en Éthiopie. La séance, présidée par le Président de l'Assemblée nationale, S.E. Professeur Komi Selom Klassou, s'est déroulée en présence de Madame Martine Moni Sankare-dja, ministre des Solidarités, du Genre, de la Famille et de la Protection de l'Enfance, et de Monsieur Gilbert Bawara, ministre chargé des Relations avec le Parlement et les Institutions. À l'issue de la présentation du rapport de la commission compétente, des débats généraux et de l'examen détaillé du texte, les députés ont adopté le projet de loi à l'unanimité. Cette adoption marque une avancée majeure dans la promotion et la protection des droits humains au Togo, en particulier pour les personnes vivant avec un handicap.

Instrument continental au service de l'inclusion et de l'égalité

Le Protocole africain relatif aux droits des personnes handicapées vient combler un vide juridique longtemps observé sur le continent. En dépit de l'existence de plusieurs instruments internationaux et régionaux en matière de



droits de l'homme, l'Afrique ne disposait pas, jusqu'à son adoption, d'un cadre normatif spécifique et juridiquement contraignant dédié exclusivement aux droits des personnes handicapées. Ce Protocole consacre des principes fondamentaux tels que la non-discrimination, l'égalité devant la loi, l'accessibilité universelle, ainsi que la participation pleine et effective des personnes handicapées à la vie sociale, économique, politique et culturelle. Il définit également les obligations générales des États parties, tenus de prendre des mesures législatives, administratives, institutionnelles et budgétaires appropriées pour garantir l'effectivité des droits reconnus. Le texte couvre un large éventail de droits essentiels, notamment le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité, l'accès à la justice, à l'éducation, à la santé, à l'emploi, à la protection sociale, ainsi que la participation à la vie publique, politique, culturelle et sportive. Pour le président du groupe parlementaire majoritaire UNIR, l'honorable Aklesso Atcholi, ce Protocole constitue un véritable « bouclier juridique africain ».

Il vient renforcer l'architecture constitutionnelle issue du 6 mai 2024 et inscrit les États africains dans une dynamique irréversible de justice sociale et d'égalité des droits, sans distinction liée au handicap. Pour la ministre des Solidarités, du Genre, de la Famille et de la Protection de l'Enfance, la ratification de ce Protocole s'inscrit dans une dynamique continentale moderne et adaptée aux réalités africaines. Elle renforce les engagements internationaux du Togo, notamment ceux pris dans le cadre de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, en rappelant que ces personnes sont avant tout des sujets de droit, porteurs de potentiel. En clôturant les travaux, le Président de l'Assemblée nationale a salué l'adoption de ce texte qu'il a qualifié de pierre angulaire dans la construction d'une Afrique plus inclusive et plus humaine. Il a souligné que cet engagement fort du Togo découle de la vision éclairée du Président du Conseil, S.E.M. Faure Essozimna Gnassingbé, en faveur de l'équité, de la solidarité humaine et de la justice sociale.

Image du jour

CABINET

Diplomatie
Médias
Santé
Agriculture
Communication
Numérique
Finance

Communication

Une communication publique claire, responsable et crédible, au service de la protection de l'espace informationnel, de la cohésion sociale, de la confiance citoyenne et de la fierté nationale.

Meilleurs Vœux 2026

Ministère de la Communication

AUX DÉCIDEURS ...

Le temps de la coordination et de l'audace

À peine les projecteurs de la COP30 se sont-ils éteints que le Togo donne déjà le ton. Avec le lancement du Cadre national d'identification et de formulation des projets climatiques, les autorités togolaises envoient un signal fort : celui d'un pays décidé à passer du discours à l'action, et surtout à structurer son action climatique autour d'une vision claire, cohérente et ambitieuse.

Pendant longtemps, l'Afrique – et le Togo n'y a pas échappé – a souffert d'un paradoxe climatique. D'un côté, une volonté politique affichée, des initiatives multiples et des partenaires mobilisés ; de l'autre, une dispersion des efforts, des projets isolés et une difficulté chronique à accéder aux financements internationaux pourtant disponibles. Le constat posé lors de la cérémonie de lancement est sans détour : sans coordination, sans lisibilité et sans projets « bankables », les bonnes intentions restent lettre morte. Le nouveau cadre national vient précisément répondre à cette faiblesse structurelle. Il ne s'agit pas d'un document de plus, mais d'un outil stratégique destiné à fédérer l'ensemble des acteurs – administrations, collectivités, secteur privé, société civile et partenaires financiers – autour d'un même langage et d'une même méthode. À l'heure où la finance climatique devient de plus en plus exigeante, seuls les pays capables de présenter des projets crédibles, alignés sur leurs priorités de développement et conformes aux standards internationaux peuvent espérer capter des ressources conséquentes.

L'autre mérite de cette initiative est de replacer la question climatique au cœur du développement économique. L'enjeu n'est plus seulement de protéger l'environnement, mais de transformer les contraintes climatiques en opportunités d'investissement durable, créatrices d'emplois et de valeur ajoutée. Les échanges avec les institutions comme la BOAD, l'Union européenne ou les banques commerciales l'ont clairement montré : l'argent existe, mais il va là où les projets sont solides, structurés et portés par une gouvernance crédible.

Toutefois, ce cadre, aussi pertinent soit-il, ne produira ses effets que s'il est suivi d'actions concrètes et mesurables. La structuration d'un véritable pipeline de projets, le renforcement des capacités des acteurs nationaux et la mise en œuvre d'une feuille de route partagée seront les véritables tests de cette ambition. Le défi est désormais d'éviter que cet élan ne s'essouffle et que la coordination annoncée ne reste théorique.

En prenant cette initiative dans le sillage de la COP30, le Togo affirme sa volonté de ne plus subir l'agenda climatique, mais d'y prendre toute sa place. Le message est clair : le temps des projets dispersés est révolu. Place à une action climatique structurée, lisible et tournée vers l'investissement. Reste maintenant à transformer l'essai, car sur le climat comme sur le développement, l'histoire ne retient que ceux qui savent allier vision et exécution.

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	62,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

• Source : tresor.economie.gouv.fr

Les voeux 2026 aux Togolais de Faure Gnassingbé

Protéger , Rassembler et Transformer

À l'occasion de ses vœux à la Nation le mardi 30 décembre 2025, le président du Conseil, Faure Gnassingbé, a livré une lecture politique structurée de la Ve République. A travers son discours le Chef du gouvernement a expliqué les changements en cours et a dégagé les priorités pour l'année 2026.

Le chef de l'exécutif a d'abord insisté sur la portée historique du basculement vers un régime parlementaire. « La réforme la plus profonde de notre Constitution depuis plus de trente ans », selon ses mots, qui modifie le centre de gravité du pouvoir sans remettre en cause la continuité de l'État. Désormais, a-t-il rappelé, « la politique de la Nation se décide d'abord au Parlement », tandis que le gouvernement est responsable devant les élus et que le Sénat incarne la voix des territoires. Conscient des critiques sur l'absence de référendum ou de débat populaire plus large, Faure Gnassingbé a assumé une réforme conduite dans un cadre institutionnel qu'il qualifie d'« apaisé », saluant le rôle du Parlement et revendiquant un changement « sans rupture », gage selon lui de stabilité politique et de confiance.

Trois priorités pour donner un contenu concret à la Ve République

Au-delà de l'architecture institutionnelle, le président du Conseil a voulu donner une traduction très opérationnelle à cette nouvelle phase politique à travers trois priorités : protéger, rassembler et transformer. Protéger renvoie d'abord à la



sécurité dans un contexte régional instable, mais aussi à une conception élargie de la protection, incluant l'accès à l'éducation, à la santé, à l'eau, à l'emploi et aux services essentiels. La sécurité est ainsi présentée comme indissociable du développement et de la cohésion sociale. Rassembler, deuxième axe, vise à renforcer l'unité nationale par la décentralisation, l'équité territoriale et un dialogue politique apaisé. Le chef de l'exécutif a reconnu le rôle de l'opposition comme « composante essentielle de la République » et appelé à une culture politique fondée sur le respect, la critique constructive et le refus de la violence.

Les mesures de grâce et de clémence évoquées s'inscrivent dans cette logique de décrispation.

Une transformation centrée sur le capital humain et les territoires

Transformer, enfin, apparaît comme l'horizon stratégique. Après les progrès enregistrés en matière d'infrastructures, de stabilité macroéconomique et de digitalisation, Faure Gnassingbé appelle à investir prioritairement dans le capital humain : l'éducation, la formation, la santé, la jeunesse. Le développement est présenté comme devant être plus

inclusif, plus territorial et plus équitable, afin que l'avenir ne se construise pas uniquement à Lomé mais dans chaque commune et chaque préfecture. La dimension inter-

nationale complète cette vision : insertion dans les chaînes de valeur africaines, attractivité pour les investisseurs, diplomatie économique et allègement de la dette



Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)

Population en 2023 (FMI)

PIB/hab en 2023 (FMI)

9,1 Mds USD

9,1 M

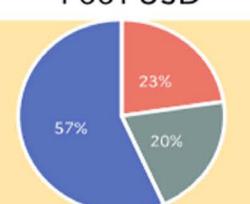
1 001 USD

Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

Agriculture

Industrie

Services



Source : tresor.economie.gouv.fr

Togo

Bâtir une agriculture résiliente, productive et souveraine

Pilier de l'économie nationale, mobilisant plus de 60 % de la population active, le secteur agricole au Togo a connu une année dense, marquée par des réformes structurantes, des investissements stratégiques et une forte mobilisation des acteurs de terrain.

Des petites exploitations familiales aux grandes plateformes de concertation, une même ambition a traversé l'année 2025 au Togo, celle de bâtir une agriculture plus résiliente, productive et souveraine.

Des priorités nationales clairement affirmées

Dès les premiers mois de l'année, les actions menées au Togo ont donné le ton. Le gouvernement togolais, avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers, a renforcé ses politiques en faveur de la modernisation agricole. Parmi les avancées majeures figure l'élaboration d'une feuille de route nationale sur l'assurance agricole, en partenariat avec le Global Center on Adaptation (GCA), Bioversity International et le CIAT. Cette initiative ouvre la voie à des mécanismes d'assurance basés sur des indices climatiques, destinés à protéger les producteurs contre les sécheresses, inondations et autres chocs climatiques de plus en plus fréquents. Dans la même dynamique, l'État a poursuivi ses efforts pour améliorer les services agricoles et la gestion durable des ressources. L'organisation à Lomé d'un atelier consacré au Système national d'information sur les sols (FertiTogo) a permis de renforcer les outils de cartographie de la fertilité des sols et d'orienter plus efficacement les pratiques agricoles vers la durabilité.

La FAO aux côtés des petites exploitations agricoles

Sur le terrain, le bureau de la FAO au Togo a intensifié son accompagnement des petites exploitations agricoles, qui constituent le socle de la production nationale. À travers des appuis techniques, la promotion de pratiques agroécologiques, la gestion durable des sols et de l'eau, le renforcement des organisations paysannes et l'amélioration de l'accès aux marchés, l'agence des Nations Unies a contribué à sécuriser les moyens de subsistance des ménages ruraux. Les interventions ont également ciblé la résilience climatique, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi que l'autonomisation des producteurs, notamment



• Nourrir la population togolaise et ne laisser personne de côté ©agridigitale.tg

des femmes et des jeunes, dans une logique de développement rural inclusif.

Innovation agricole et solutions numériques

Le Programme régional de sécurité alimentaire et de résilience (FSRP-Togo) s'est illustré par son soutien à l'innovation et au numérique agricole. En 2025, le Hackathon Togo AgTech organisé à Lomé a rassemblé startups, développeurs et acteurs du monde agricole autour de solutions concrètes pour améliorer la production, la transformation et la commercialisation des produits agricoles. Cette dynamique a été renforcée par l'Innovation Ouverte AgriTech 2025 à Tindjassi, un espace d'expérimentation et de partenariats favorisant l'émergence de technologies adaptées aux réalités locales et aux défis de l'agriculture durable.

Investissements structurants et mécanisation agricole

L'année a également été marquée par des investissements d'envergure. La Banque mondiale a annoncé un financement de 300 millions de dollars à travers le projet Pro-MAT, axé sur le maraîchage agroécologique paysan. Ce programme vise à améliorer l'accès à la mécanisation, à l'irrigation, aux services financiers et aux technologies climato-intelligentes pour plus de 340 000 agriculteurs.

Sur le plan opérationnel, la coopération sino-togolaise s'est illustrée par le don de 94 motoculteurs aux Zones d'Aménagement Agricole Planifiées (ZAAP) de Kara. Cette action vient répondre à un défi structurel : le faible taux de mécanisation agricole, encore dominé par les outils manuels. En parallèle, le gouvernement a accéléré la mise en place de centres régionaux de mécanisation agricole et le déploiement de plus de 400 tracteurs, avec pour objectif

Souveraineté semencière et agroécologie

La question des semences a occupé une place centrale en 2025. À Niamey, la 4^e édition de la Foire Ouest Africaine des Semences Paysannes a rassemblé près de 600 participants venus de plus de 30 pays. La Déclaration de Niamey a consacré un engagement fort en faveur de la préservation, de la valorisation et de la protection des semences paysannes, considérées comme un pilier de la souveraineté alimentaire et de la résilience climatique.

Recherche, transformation et chaînes de valeur locales

Le Togo a renforcé sa coopération avec des institutions de recherche telles que l'IITA et AfricaRice, qui ont mis à disposition 29 machines de transformation du manioc et du riz. Ces équipements contribuent à améliorer la transformation locale, réduire les pertes post-récolte et créer davantage de valeur ajoutée pour les producteurs.

Femmes, coopératives et économie verte en lumière

L'année 2025 a également consacré la montée en puissance des femmes dans l'agriculture et l'entrepreneuriat vert. Le TROFE-DEV 2025 a distingué des initiatives innovantes dans l'agriculture durable, la transformation agroalimentaire, le recyclage et l'économie circulaire. Cette compétition illustre le rôle central des femmes dans la transition écologique et la création d'emplois. La

célébration de l'Année internationale des coopératives est aussi venue rappeler l'importance de l'organisation collective pour renforcer l'accès aux marchés, aux financements et aux innovations.

Une vitrine internationale pour le secteur agricole togolais

La 12^e édition du Salon International de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (SIALO 2025) à Lomé a offert une vitrine aux produits locaux, aux

innovations et aux opportunités d'investissement, consolidant la visibilité du secteur à l'échelle nationale et régionale.

Un cap clairement tracé pour l'avenir

En 2025, le Togo a posé des bases solides pour une agriculture plus moderne, résiliente et inclusive. Entre politiques publiques affirmées, appui aux petits producteurs, innovation technologique, souveraineté semencière

et valorisation des acteurs locaux, le secteur agricole confirme son rôle de moteur du développement. Une dynamique est désormais enclenchée, avec une ambition claire. Il s'agit de faire de l'agriculture togolaise un pilier durable de la souveraineté alimentaire et de la croissance économique, un véritable levier de transformation économique, sociale et environnementale.

agridigitale

Agriculture

Le soja, la locomotive agricole togolaise

Longtemps portée par les cultures vivrières traditionnelles, l'agriculture connaît une mue, dont la filière soja est l'un des symboles les plus éclatants. En s'imposant comme un produit stratégique à la fois pour les producteurs, les exportateurs et l'économie nationale, le soja confirme de plus en plus son statut de culture d'avenir, capable de hisser le pays dans les circuits mondiaux du commerce agroalimentaire.



Dans toutes les régions, les zones de production du soja se multiplient à mesure que les agriculteurs, séduits par la rentabilité de cette culture, s'y engagent de manière croissante. Le soja, peu exigeant en intrants, adapté aux sols locaux et doté d'un cycle relativement court, offre aux exploitants un revenu plus stable que bien d'autres spéculations. Cette attractivité encourage l'extension progressive des superficies, renforçant ainsi la vocation exportatrice du pays. Le dynamisme de la filière doit beaucoup à l'appétit du marché international, notamment en Asie où le soja togolais bénéficie d'une réputation grandissante.

Nouvelle campagne

Le pays a lancé la campagne 2025-2026 pour la commercialisation du soja. Le prix plancher bord champ du soja pour cette campagne est fixé à 220 francs CFA le kilogramme, avec un objectif d'un volume global estimé à 200 000 tonnes à commercialiser au cours de la saison. Selon la Direction des statistiques agricoles,

de l'informatique et de la documentation (DSID) pour l'année 2018, la filière soja employait près de 300 000 personnes au Togo de manière directe ou indirecte. Sa culture occupait près de 67 000 hectares, soit 38 % de la superficie consacrée aux

légumineuses, ce qui en fait le troisième du Togo dans cette catégorie, au profit de 193 462 ménages agricoles. Aujourd'hui, ces chiffres ont augmenté de façon soutenue. Le Togo est devenu un acteur incontournable dans la production et l'exportation de soja, en particulier de soja biologique. L'idée est de doubler la production d'ici 2026 pour atteindre 500 000 tonnes. Le pays est déjà le premier exportateur de soja biologique vers l'Union européenne. S'agissant de la production, elle a considérablement augmenté, passant de moins de 25 000 tonnes en 2015 à 260 000 tonnes en 2024.

Efforts de transformation

Le gouvernement investit beaucoup dans la filière, notamment dans la transformation locale, afin de gagner de la valeur ajoutée, comme le montrent les initiatives prises sur la Plateforme

industrielle d'Adétikopé (PIA). Une usine moderne de transformation de soja installée sur place à la PIA est opérationnelle depuis septembre 2023 et représente une étape clé dans la valorisation de la filière soja togolaise. Elle transforme localement le soja cultivé au Togo en produits finis ou semi-finis, ajoutant ainsi de la valeur sur place plutôt que d'exporter uniquement la matière première brute. Les produits transformés à partir du soja incluent, entre autres, l'huile, la farine et les tourteaux de soja, qui sont très prisés sur le marché. Aussi, connaissant le potentiel stratégique de cette filière, l'État multiplie les réformes visant à garantir une meilleure organisation du secteur. La création de mécanismes de contrôle, l'amélioration des circuits de collecte, la promotion des bonnes pratiques agricoles et la mise en place de standards de qualité relèvent le niveau général de la production.

Avec atlanticinfos

Togo

Compte rendu du Conseil des Ministres du 30 décembre 2025

Le Président du Conseil Faure Essozimna Gnassingbé, a présidé ce 30 décembre 2025, le Conseil des ministres. Au cours de cette séance, le Conseil a examiné et adopté trois projets de loi et trois décrets. Il a également abordé des questions d'actualité nationale et procédé à des nominations.

COMPTE-RENDU DU CONSEIL DES MINISTRES

Lomé, mardi 30 décembre 2025

Le Conseil des ministres s'est tenu ce mardi 30 décembre 2025, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président du Conseil. Au cours de cette séance, le Conseil des ministres a examiné et adopté trois projets de loi et trois décrets. Il a également abordé des questions d'actualité nationale et procédé à des nominations.

1. Au titre des projets de loi

1.1. Le Conseil des ministres a successivement examiné et adopté

– Le projet de loi autorisant l'adhésion du Togo à la Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire,

– Le projet de loi autorisant l'adhésion du Togo à la Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique,

– Et le projet de loi autorisant l'adhésion du Togo à l'amendement à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires.

Ces conventions offrent un cadre juridique harmonisé, favorisent le partage d'informations, de bonnes pratiques et d'expertises, et améliorent la capacité nationale de prévention, de réponse et de gestion des situations d'urgence. Elles contribuent enfin à protéger la population, l'environnement et les infrastructures.

L'adhésion à ces trois instruments juridiques internationaux permet au Togo de renforcer de manière cohérente son cadre national de sûreté, de sécurité et de préparation aux urgences radiologiques. Elle garantit l'accès rapide à l'assistance internationale, une notification précoce et transparente des accidents nucléaires, ainsi qu'une coopération renforcée contre les actes malveillants.

Ces textes s'inscrivent dans la vision nationale d'une coopération renforcée sur le plan international en matière d'utilisation du nucléaire civil dans divers domaines comme ceux de la santé, de l'énergie, de la recherche scientifique, de l'agriculture, de l'industrie et de la formation.

Le Togo s'est doté d'un arsenal juridique relatif au nucléaire en adoptant la loi n° 2020-006 du 10 juin 2020 sur l'utilisation sûre, sécurisée et paci-



fique du nucléaire ainsi que ses textes d'application.

Le Togo est membre de l'AIEA depuis 2012. Son élection récente au Conseil des Gouverneurs de l'Agence, pour la période 2025-2027, confère à notre pays une responsabilité accrue en matière de respect et de promotion des normes internationales de sûreté, de sécurité et de gouvernance du nucléaire.

2. Au titre des décrets

2.1. Le Conseil des ministres a adopté un décret accordant grâce présidentielle.

Faisant suite à l'annonce faite par le Président du Conseil dans son adresse du 02 décembre dernier sur l'état de la Nation devant le Parlement, cette mesure bénéficie à mille cinq cent onze (1.511) condamnés qui recourent immédiatement la liberté.

Parmi eux, certains purgeaient une longue détention, d'autres étaient incarcérés pour délits mineurs, d'autres encore sont âgés et en fin de peine, et enfin les condamnés gravement malades.

Par son caractère humaniste, cette mesure relevant des prérogatives exclusives du Président du Conseil contribuera à renforcer la joie des périodes de fête dans les familles concernées, de même qu'à désengorger les institutions pénitentiaires et permet à notre pays de tenir ses engagements internationaux en matière de justice et

de droits humains.

2.2. Le Conseil des ministres a adopté le décret portant autorisation de changement de contrôle indirect du Groupe Vivendi Africa (GVA) Togo.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la régulation du secteur des télécommunications et vise à assurer la continuité des activités de l'opérateur dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Le groupe Vivendi SE a entrepris une restructuration interne de ses entreprises, à l'issue de laquelle sa filiale Vivendi Africa Togo (GVA Togo) enregistre une modification de sa structure actionnariale.

De ce fait, Vivendi Africa SAS, actionnaire directe de GVA Togo voit ses titres transférés au groupe Canal+. Aux termes des dispositions réglementaires applicables en la matière, ce changement de contrôle indirect requiert la prise d'un arrêté ministériel, lui-même subordonné à l'adoption d'un décret en Conseil des ministres.

2.3. Le Conseil des ministres a adopté un décret portant reconnaissance de la désignation de chefs de cantons par voie de consultation populaire et par voie de succession coutumière.

Quinze gardiens des us et coutumes, issus de toutes les régions de notre

pays, se voient ainsi reconnus par décret, conformément aux dispositions de la loi relative à la chefferie traditionnelle et au statut des chefs traditionnels.

3. Au titre des nominations

Le Conseil des ministres a procédé aux nominations suivantes : Au ministère de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières, le Colonel Pidassa Bakaï est nommé préfet de Kpendjal Ouest.

Au ministère du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire, Madame Bandjiak Mafiti est nommée directrice de cabinet.

4. Au titre des divers

Le ministre délégué en charge de l'eau et de l'assainissement a rendu compte au Conseil des ministres de la situation de l'approvisionnement en eau dans la région de la Kara.

Plusieurs mesures d'urgence et de moyen terme sont prises pour remédier à la pénurie résultant des changements climatiques et de la faible pluviométrie de l'année, ayant entraîné une baisse sensible des volumes d'eau disponibles pour alimenter le réseau de distribution.

Le Président du Conseil a instruit le gouvernement d'accélérer la prise des mesures idoines pour soulager les populations affectées et apporter une solution durable pour la desserte en eau de toutes les localités. Une équipe opérationnelle du ministère de l'eau et de l'assainissement entame ce jour même une mission d'appoint itinérante pour réaliser des forages dans plusieurs villes, notamment Dapaong, Mango, Kara et Datcha.

Le ministre de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme a informé le Conseil des ministres de la réception d'une question ouverte de l'Assemblée nationale, conformément aux dispositions de la Constitution, et portant sur les difficultés d'approvisionnement en eau dans les régions de la Kara et des Savanes.

Fait à Lomé, le 30 décembre 2025

Guinée équatoriale

Ciudad de la Paz devient officiellement la nouvelle capitale

L'installation des institutions à Ciudad de la Paz doit s'achever dans l'année, marquant un tournant pour la gestion publique et l'équilibre territorial en Guinée équatoriale.

La Guinée équatoriale a officiellement déplacé sa capitale de Malabo à Ciudad de la Paz, dans la province de Djibloho, dans l'est du pays, en pleine forêt équatoriale, selon un décret présidentiel publié samedi 3 janvier. Ce projet avait été lancé en 2008 par le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, au pouvoir depuis quarante-sept ans, pour des raisons stratégiques. « Ciudad de la Paz [littéralement "ville de la paix"], dans la province de Djibloho est déclarée capitale de la République de Guinée équatoriale », selon les termes du décret présidentiel. Pour sa mise en œuvre effective, les services de la présidence, les pouvoirs de l'Etat, les organes constitutionnels, les organismes gouvernementaux et les entreprises publiques devront prendre dans un délai d'un an toutes les mesures et dispositions nécessaires pour leur transfert et leur installation effective dans la nouvelle capitale. Le chef de l'Etat de ce petit pays hispanophone



d'Afrique centrale a justifié cette décision par la situation géographique de Ciudad de la Paz et son potentiel d'extension. La ville est, selon lui, « l'option idéale pour abriter la capitale de Guinée équatoriale », explique le décret.

Répondre à la croissance urbaine

Parmi les autres motifs ayant poussé les autorités à changer de capitale, figure la croissance urbaine rapide de Malabo (ex-capitale politique, située sur l'île de Bioko) et de Bata (capitale économique sur le continent) au cours des dernières années. Cette croissance a été alimentée par l'afflux constant de migrants en provenance de zones rurales et des petites villes, en raison de la concentration des infrastructures, des services publics, des emplois et des bureaux dans ces deux localités, selon le décret-loi. « Cette mesure contribuera au maintien de la paix, à la modernisation de la gestion publique, à la diversification des zones de développement et au renforcement de l'unité nationale », précise le décret.

Le Monde avec AFP

Djibloho est devenue la huitième province de Guinée équatoriale en 2017 avec pour chef-lieu Ciudad de la Paz, antérieurement appelée Oyala.

Le Monde avec AFP

Fiscalité

Le Ghana abaisse sa TVA de 21,9% à 20 % et simplifie son dispositif

L'Autorité fiscale du Ghana a annoncé l'entrée en vigueur, à compter du 1er janvier 2026, d'une réforme d'envergure de la taxe sur la valeur ajoutée. Cette refonte vise à simplifier le dispositif existant tout en allégeant la pression fiscale qui pèse sur les acteurs économiques.



Avec cette nouvelle réforme, le taux standard de la TVA est désormais fixé à 20 % contre 21,9 % auparavant, soit une baisse de 1,9 %. Cette mesure est destinée à soutenir la consommation, améliorer la compétitivité des entreprises et renforcer l'acceptabilité du système fiscal dans un contexte de consolidation budgétaire. Elle s'adresse à l'ensemble des opérateurs économiques, des entreprises locales et aux acteurs du commerce international. La nouvelle législation revoit également les critères d'assujettissement à la TVA, avec un relèvement substantiel du seuil d'enregistrement pour les entreprises de négoce de marchandises. En effet, le

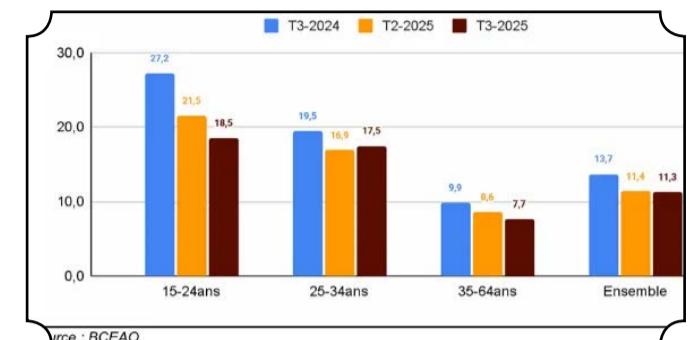
seuil d'enregistrement à la TVA pour les entreprises qui commercialisent des biens a été relevé de 10,6 millions de FCFA, soit 200 000 GH¢ à 39,8 millions de FCFA, soit 750 000 GH¢. Ce changement permet à un large segment de petites structures commerciales de sortir du périmètre de la TVA, allégeant ainsi leurs charges administratives et fiscales. Dans un souci de rationalisation, plusieurs prélèvements additionnels sont supprimés. La taxe instaurée pour soutenir la relance sanitaire post-Covid disparaît, tandis que les contributions affectées à l'assurance maladie nationale et au financement de l'éducation sont réorganisées afin d'être intégrées au

Avec horonyafinance

Marché du travail au Bénin

Une amélioration notable relevée

Le marché du travail au Bénin affiche des signaux encourageants, en phase avec les efforts de relance économique et de création d'emplois engagés ces dernières années. Cette évolution positive s'inscrit dans une tendance plus large observée à l'échelle de l'Uemoa, où l'emploi progresse lentement et le chômage recule, malgré des disparités persistantes selon le genre et l'âge.



Le Bénin continue de consolider les acquis enregistrés sur le front de l'emploi ces dernières années. Selon les données issues des enquêtes auprès des ménages réalisées par la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Bceao) dans les principales agglomérations de l'Union, le marché du travail au Bénin bénéficie d'un environnement économique plus favorable, marqué par une amélioration progressive du taux d'occupation et un recul du chômage urbain. Cette dynamique s'explique notamment par la poursuite des investissements publics, la vitalité du secteur des services, le dynamisme du commerce et le développement d'activités génératrices de revenus dans les centres urbains. À cela s'ajoutent les effets des politiques publiques en faveur de l'entrepreneuriat, de l'auto-emploi et de l'insertion professionnelle des jeunes, qui contribuent à une meilleure absorption de la main-d'œuvre en âge de travailler. Dans ce contexte, le taux d'occupation au Bénin s'inscrit dans la tendance haussière observée au niveau régional. À l'échelle de l'Uemoa, ce taux, qui mesure la proportion de la population en âge de travailler effectivement, est ressorti à 53,3 % au troisième trimestre 2025, contre 53,1 % le trimestre précédent, soit une progression de 0,2 point de pourcentage. Cette évolution traduit une amélioration graduelle des opportunités d'emploi dans les principales agglomérations de l'Union, dont celles du Bénin. Même tendance du côté du chômage. Dans les grandes villes de l'Uemoa, le taux de chômage déclaré s'est établi à 11,3 % au troisième trimestre 2025, en baisse de 0,1 point par rapport au trimestre précédent.

Comparé à la même période de l'année 2024, le recul est plus marqué, avec une diminution de 2,3 points de pourcentage. Pour le Bénin, cette évolution confirme les effets positifs de la croissance économique et de la diversification des activités urbaines, même si le poids du secteur informel demeure important. En revanche, la situation est plus préoccupante pour les adultes âgés de 25 à 34 ans, dont le taux de chômage a progressé de 0,6 point de pourcentage. Chez les adultes de 35 à 64 ans, le chômage a également reculé de 0,9 point, reflétant une meilleure stabilité professionnelle liée à l'expérience et à l'ancienneté. L'analyse selon le genre révèle des contrastes persistants, y compris au Bénin. À l'échelle de l'Union, le taux de chômage des femmes s'est établi à 15,6 % au troisième trimestre 2025, en hausse de 0,8 point de pourcentage par rapport au trimestre précédent. Cette évolution souligne les difficultés structurelles d'accès des femmes à des emplois stables et décents, souvent liées à leur forte présence dans des secteurs précaires et à faible productivité. À l'inverse, le taux de chômage des hommes a reculé de 0,4 point pour s'établir à 6,9 %, traduisant une meilleure résilience masculine sur le marché du travail. L'analyse par tranche d'âge apporte également des enseignements importants. Les jeunes de 15 à 24 ans enregistrent une baisse significative du chômage, de l'ordre de 3,0 points de pourcentage. Cette amélioration, perceptible au Bénin comme dans plusieurs pays de l'Union, est en partie

Avec lanation

Cedi ghanéen

Meilleure devise mondiale après le rouble en 2025

En 2025, le cedi ghanéen a enregistré une performance historique, avec une appréciation de 41 % face au dollar. Portée par l'envolée de l'or et le recul de l'inflation, la monnaie est devenue l'une des plus performantes au monde.



La monnaie ghanéenne a signé en 2025 une performance historique. Le cedi s'est apprécié de 41 % face au dollar, enregistrant sa première hausse annuelle depuis au moins 1994, selon des données compilées par Bloomberg.

Cette progression en fait la deuxième devise la plus performante au monde, derrière le rouble russe, parmi les 144 monnaies suivies par l'agence financière. Un retournement spectaculaire pour un pays longtemps confronté à une forte instabilité de sa monnaie, à une inflation élevée et à des déséquilibres chroniques de ses comptes extérieurs.

Avec Agence Ecofin

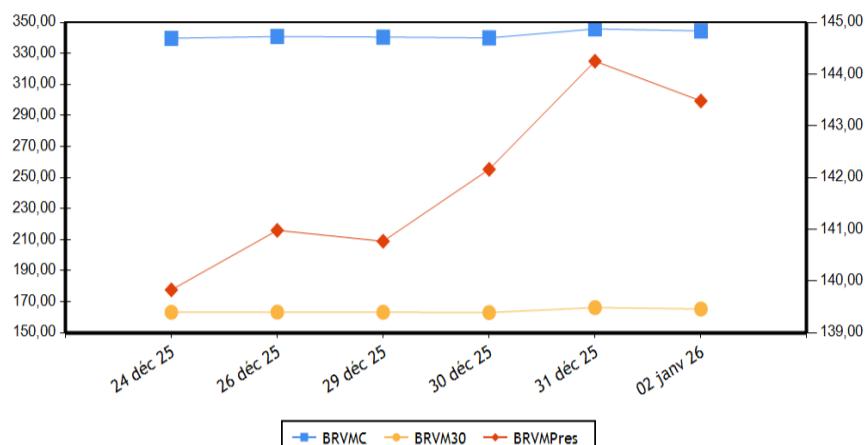
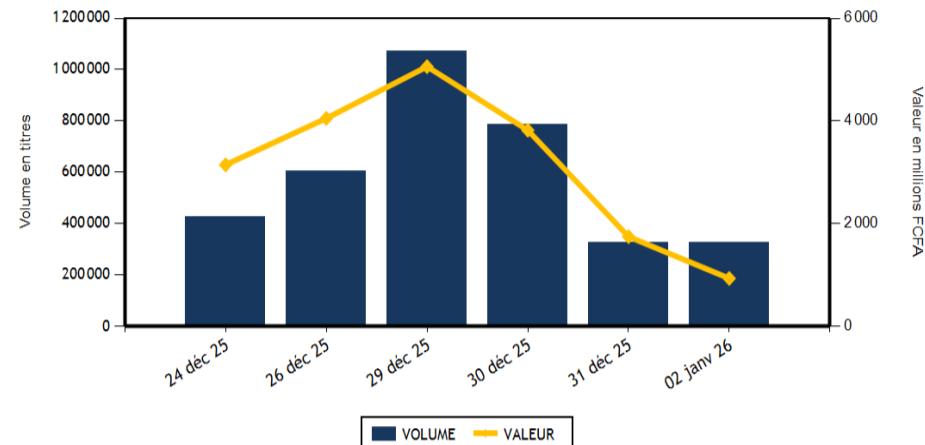
vendredi 2 janvier 2026

N° 1

BRVM COMPOSITE	344,48
Variation Jour	-0,37 % 
Variation annuelle	-0,37 % 

BRVM 30	165,32
Variation Jour	-0,55 % 
Variation annuelle	-0,55 % 

BRVM PRESTIGE	143,48
Variation Jour	-0,53 % 
Variation annuelle	-0,53 % 

Evolution des indices**Volumes et valeurs transigés**

Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	13 281 855 595 501	-0,37 %
Volume échangé (Actions & Droits)	321 655	34,43 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	876 035 141	-2,30 %
Nombre de titres transigés	47	2,17 %
Nombre de titres en hausse	11	-50,00 %
Nombre de titres en baisse	27	50,00 %
Nombre de titres inchangés	9	50,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	11 450 614 343 356	0,00 %
Volume échangé	5 834	-93,42 %
Valeur transigée (FCFA)	56 677 310	-93,33 %
Nombre de titres transigés	1	-94,74 %
Nombre de titres en hausse		-100,00 %
Nombre de titres en baisse		-100,00 %
Nombre de titres inchangés	1	-83,33 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
EVIOSYS PACKAGING SIEM CI (SEMC)	750	7,14 %	7,14 %
ERIUM CI (Ex AIR LIQUIDE CI) (SIVC)	1 680	6,33 %	6,33 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	3 940	5,07 %	5,07 %
ORAGROUP TOGO (ORGTO)	2 485	3,54 %	3,54 %
NESTLE CI (NTLC)	10 995	3,24 %	3,24 %

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NEI-CEDA CI (NEIC)	1 110	-7,50 %	-7,50 %
SAFCA CI (SAFC)	3 175	-3,93 %	-3,93 %
SETAO CI (STAC)	1 280	-3,40 %	-3,40 %
BERNABE CI (BNBC)	1 365	-3,19 %	-3,19 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	1 395	-2,45 %	-2,45 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	143,48	-0,53 %	-0,53 %	35 741	596 028 620	10,55
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	217,75	0,05 %	0,05 %	285 914	280 006 521	13,68

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	132,65	-0,37 %	-0,37 %	321 655	876 035 141	11,74

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	94,05	-0,90 %	-0,90 %	6 712	100 749 475	9,59
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	170,29	-1,58 %	-1,58 %	12 310	19 476 500	58,73
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	145,91	0,03 %	0,03 %	128 861	569 082 536	9,61
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	215,92	-0,07 %	-0,07 %	8 318	26 880 150	11,51
BRVM - INDUSTRIELS	6	132,35	0,02 %	0,02 %	156 626	137 762 165	8,18
BRVM - ENERGIE	4	110,99	0,07 %	0,07 %	2 600	5 719 785	13,74
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	107,19	1,22 %	1,22 %	6 228	16 364 530	9,58

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	11,74
Taux de rendement moyen du marché	7,61
Taux de rentabilité moyen du marché	9,01
Nombre de sociétés cotées	47

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	4,21
Ratio moyen de satisfaction	15,31
Ratio moyen de tendance	363,36
Ratio moyen de couverture	27,52

Venezuela

Les compagnies pétrolières américaines vont s'implanter

Donald Trump a déclaré samedi qu'il autoriserait les compagnies pétrolières américaines à se rendre au Venezuela pour exploiter ses réserves de brut.

Donald Trump a déclaré samedi qu'il autoriserait les compagnies pétrolières américaines à se rendre au Venezuela pour exploiter ses réserves de brut, ajoutant que l'embargo américain sur le pétrole vénézuélien restait en vigueur après l'opération militaire contre le président Nicolas Maduro. «Nos très grandes compagnies pétrolières américaines, les plus importantes au monde, vont se rendre sur place, dépenser des milliards de dollars, réparer les infrastructures gravement endommagées (...) et commencer à générer des revenus pour le pays», a dit le président américain lors d'une conférence de presse en Floride.

«L'embargo sur tout le pétrole vénézuélien reste pleinement en vigueur», a-t-il aussi souligné.

Les Etats-Unis ont mené dans la nuit de vendredi à samedi une série d'attaques aériennes sur le Venezuela, capturé puis emmené en territoire américain le dirigeant Nicolas Maduro. Donald Trump l'accuse d'être à la tête d'un vaste réseau de narcotrafic, ce que l'intéressé dément, reprochant aux Etats-Unis de vouloir le renverser pour s'emparer du pétrole vénézuélien. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), le sol du Venezuela renfermait en 2023 environ 303 milliards de barils, soit environ 17% des réserves mondiales. Wash-



• Donald Trump a déclaré samedi qu'il autoriserait les compagnies pétrolières américaines à se rendre au Venezuela pour exploiter ses réserves de brut. AFP

ington impose des sanctions économiques au Venezuela depuis 2017 et, en janvier 2019, durant le premier mandat de Donald Trump, a instauré un embargo pétrolier visant à asphyxier économiquement le pays qui dépend de ses exportations d'or noir. Au début de son second mandat en 2025, Donald Trump a mis fin aux licences pétrolières qui permettaient à des multinationales du pétrole et du gaz d'opérer au Venezuela malgré les sanctions. Seul l'américain Chevron a bénéficié d'une exception, mais il n'a plus le droit de verser de l'argent au pouvoir. En partenariat avec l'entreprise publique PDVSA et ses affiliés, il exploite quatre champs de pétrole dans le pays. Avec un peu moins d'un million de barils par jour (bj) selon l'Opep, le Venezuela est loin de figurer parmi les principaux producteurs de pétrole. Des années de mauvaise gestion et de corruption ont

fait chuter ce chiffre après un pic à plus de trois millions au début des années 2000. A cause de l'embargo américain, Caracas est contraint de commercialiser ce pétrole sur le marché noir avec des fortes remises, en direction principalement de l'Asie. De plus, Washington a imposé un «blocus total» aux «pétroliers sous sanctions» allant et venant du Venezuela. Le pétrole vénézuélien est de qualité moindre et finit transformé en diesel ou en sous-produits comme l'asphalte, et non en essence. Les Etats-Unis disposent sur le pourtour du golfe du Mexique de raffineries spécifiquement conçues il y a plusieurs décennies pour le traiter. Selon Stephen Schork, analyste du cabinet de conseil Schork Group, «les Etats-Unis se portent très bien sans le pétrole vénézuélien», et le veulent plutôt pour des raisons «politiques».

(afp)

Droit international

L'Union Européenne appelle à la "retenue"

La cheffe de la diplomatie de l'Union européenne, Kaja Kallas, a appelé à la «retenue» et au respect du droit international au Venezuela.



• L'UE dit s'inquiéter de la situation. AFP

a aussi indiqué l'ex-Première ministre estonienne. Les relations entre l'UE et Nicolas Maduro sont très tendues depuis la réélection contestée de ce dernier en 2024, qui avait donné lieu à des manifestations réprimées dans le sang. En janvier 2025, le jour de son investiture à la tête du Venezuela pour un troisième mandat, l'UE avait déclaré que M. Maduro n'avait «aucune légitimité démocratique». Plusieurs

Etats membres avaient dit ne pas reconnaître les résultats électoraux, certains parmi lesquels l'Italie considérant l'opposant Edmundo Gonzalez Urrutia comme le président élu du pays. Edmundo Gonzalez Urrutia a trouvé refuge en Espagne, pays qui s'est proposé samedi comme médiateur pour parvenir à «une solution pacifique et négociée» à la crise actuelle au Venezuela.

(AFP)

Syrie

Le Royaume-Uni et la France ont attaqué ensemble l'Etat islamique

Ils ont mené une frappe conjointe contre une installation souterraine soupçonnée d'être utilisée par l'EI pour stocker des armes et des explosifs.



• La ville de Kameshli, au nord-est de la Syrie (image d'illustration). AFP

Le Royaume-Uni et la France ont mené conjointement samedi soir une frappe en Syrie contre un site souterrain soupçonné d'être utilisé par le groupe Etat islamique (EI), a annoncé le ministère britannique de la Défense. Cette attaque a eu lieu dans les montagnes au nord de l'ancienne cité de Palmyre, dans le centre de la Syrie, contre une installation occupée par l'EI «très probablement pour stocker des armes et des explosifs», a indiqué le ministère dans un communiqué.

«La cible a été touchée avec succès»

Les avions britanniques «ont utilisé des bombes guidées Paveway IV pour cibler plusieurs tunnels d'accès menant à l'installation. Une évaluation détaillée est actuellement en cours, mais les premières indications montrent que la cible a été touchée avec succès», a-t-il ajouté, sans préciser.

sion sur le rôle des appareils français. «Rien n'indique que cette frappe ait présenté un risque pour les civils, et tous nos avions sont rentrés sains et saufs», a indiqué le ministère. «Cette action témoigne du leadership du Royaume-Uni et de sa détermination à se tenir aux côtés de ses alliés pour éradiquer toute résurgence de Daech et de ses idéologies dangereuses et violentes au Moyen-Orient», s'est félicité dans le même communiqué le ministre britannique de la Défense, John Healey. Pendant la guerre en Syrie, déclenchée en

Avec le matin

Allemagne

Panne d'électricité massive de plusieurs jours à Berlin

Un incendie suspect a provoqué une vaste panne d'électricité à Berlin, privant des dizaines de milliers de foyers de courant et parfois de chauffage.



être rétabli pour les autres foyers dimanche matin.

Des dizaines de milliers de foyers berlinois resteront privés d'électricité jusqu'à jeudi, les autorités s'efforçant de réparer des câbles électriques gravement endommagés après un incendie que la police soupçonne d'être d'origine criminelle, ont indiqué des responsables. Certains foyers pourraient également se retrouver sans chauffage, la panne ayant impacté des réseaux locaux, au moment même où la capitale allemande est recouverte de neige et où les températures sont très basses. Les services de secours ont été alertés tôt samedi matin de l'incendie de plusieurs câbles sur un pont, près d'une centrale électrique de la capitale allemande. Les pompiers ont rapidement éteint le feu, mais environ 45.000 ménages et 2.200 entreprises du sud-ouest de Berlin se sont retrouvés sans courant, selon l'opérateur du réseau Stromnetz Berlin. Les importants dégâts entraînent des coupures de courant pour environ 35.000 foyers jusqu'à jeudi après-midi, ont indiqué les autorités berlinoises dans un communiqué.

Le courant devrait

«Nous sommes confrontés à une panne de courant particulièrement grave qui touche des dizaines de milliers de foyers et d'entreprises, notamment des établissements de soins, des hôpitaux, de nombreuses institutions sociales et des sociétés», a déclaré Franziska Giffey, sénatrice berlinoise chargée des affaires économiques. Le réseau de chauffage urbain local, qui distribue la chaleur via un réseau de canalisations, est touché car il est alimenté à l'électricité. L'opérateur Stromnetz Berlin a prévenu que les réparations «prendront beaucoup de temps», les médias rapportant de leur côté que le froid ralentit la pose de nouveaux câbles souterrains. La police a indiqué, dans un post

(AFP)

Forums, Foires, Commerce, Carte PAPSS, Financements mondiaux

Afreximbank a été au cœur de grandes réalisations africaines en 2025.

L'année 2025 a été déterminante dans la trajectoire d'Afreximbank. À travers une série d'initiatives financières, institutionnelles et partenariales, la Banque a contribué à repositionner l'Afrique comme un acteur structurant de l'économie mondiale, capable de porter ses propres solutions et de mobiliser des ressources à grande échelle.

Cette dynamique s'est manifestée lors des principales rencontres économiques internationales, notamment au Forum économique mondial de Davos, où Afreximbank a porté une voix africaine structurée, axée sur l'autonomie financière, l'intégration économique et la souveraineté des mécanismes de financement. Cette présence a confirmé la montée en puissance des institutions africaines dans les débats économiques mondiaux. Au niveau continental, Afreximbank a poursuivi le renforcement de l'architecture financière africaine à travers la création et la consolidation de plateformes dédiées à la réflexion économique et à la coopération financière. Ces initiatives traduisent une volonté affirmée de bâtir des instruments endogènes capables de soutenir durablement le



commerce, l'investissement et l'industrialisation en Afrique. L'année 2025 a également été marquée par une avancée significative en matière d'intégration financière avec le lancement de la carte PAPSS. Déployée dans le cadre du système panafricain de paiement et de règlement, cette carte constitue un levier stratégique pour la réduction de la dépendance aux systèmes de paiement extérieurs et pour la facilitation des échanges intra-africains. En parallèle, l'en-

trée directe dans le système chinois de paiement interbancaire transfrontalier (CIPS) a élargi l'accès du continent aux corridors financiers mondiaux, renforçant l'efficacité des règlements transfrontaliens et la diversification des partenariats financiers. La présence d'Afreximbank lors des principales plateformes commerciales et financières, notamment au travers la Foire commerciale intra-africaine (IATF) et le Centre du commerce international africain (CTIF), a

permis de mettre en lumière le potentiel économique du continent. Les échanges organisés dans les espaces d'exposition, de négociation et de mise en réseau ont contribué à transformer les intentions en engagements concrets, pour un volume de transactions et d'accords évalué à 48,3 millions de dollars. Sur le plan institutionnel, l'année a été ponctuée par une reconnaissance internationale du leadership porté par Afreximbank. Plusieurs nations ont honoré le

professeur Benedict Oramah et le Dr George Elombi, saluant une mission collective visant à structurer une base financière solide pour accompagner la transformation économique du continent. Cette reconnaissance reflète la crédibilité acquise par la Banque sur la scène internationale. Afreximbank a consolidé ses fondamentaux à travers le maintien de notations élevées et la stabilité de ses instruments financiers. Ces éléments ont renforcé la confiance des partenaires et des investisseurs, confirmant la solidité de la base financière de l'institution et sa capacité à mobiliser des financements structurants. Parmi les engagements majeurs de la banque, on note un financement d'un milliard de dollars dédié à la transition énergétique en Guyane, un appui de 450 millions de dollars à des projets de transformation industrielle, ainsi que la mise en place d'un fonds de réponse aux pandémies. Afreximbank a également

structuré un programme de financement de 3 milliards de dollars adossé aux revenus pétroliers afin de soutenir la sécurité économique du continent. Par ailleurs, la Banque a lancé un fonds africain du cinéma doté d'un milliard de dollars, destiné à soutenir les industries créatives, stimuler l'emploi et favoriser l'émergence d'une économie culturelle compétitive. Ces initiatives illustrent une approche intégrée du développement, combinant énergie, industrie, sécurité économique et création de valeur. Au terme de l'exercice 2025, Afreximbank présente un bilan marqué par des actions concrètes et des résultats mesurables. L'institution confirme sa position comme acteur clé de l'intégration économique africaine et entend continuer sur cette dynamique en 2026.

Avec horonyafinance

HOROSCOPE finance

Bélier Vos gains et vos revenus suivront une courbe ascendante. Si vous êtes salarié, vous pourriez obtenir une prime quelconque. Mais sachez que vous, et vous seul, qui ferez votre chance, en prenant de bonnes initiatives.

Taureau Ce sera le moment de vous occuper très sérieusement de votre situation financière. D'excellents appuis planétaires vous permettront de faire fructifier habilement vos ressources, à condition, bien entendu, que vous vous y mettiez. Vous pourriez réaliser d'intéressants placements à long terme.

Gémeaux Si vous vous laissez aller à de folles dépenses, vous serez aussitôt dans une impasse. Astreignez-vous à faire des économies et à gérer votre budget avec rigueur. Vous allez bientôt traverser une période de vaches maigres.

Cancer Vous aurez la possibilité de consolider votre situation matérielle grâce à des transactions profitables que vous offrira un environnement planétaire très faste. Vous saurez prendre des risques calculés et limiter au maximum les dangers éventuels ; cela vous réussira.

Lion Côté finances, cette position de Jupiter peut signifier que vous allez entrer dans une période un peu moins protégée que dernièrement. Cette journée ne sera pas marquée par de réels problèmes pécuniaires, ni même par une diminution de votre train de vie ; mais vous devez vous attendre à une relative stagnation de vos revenus, qui vont cesser d'augmenter pendant un certain temps. A vous de gérer votre budget en conséquence !

Vierge Cette conjoncture astrale est un indice certain de grande chance financière. Ne laissez pas passer ce bon influx : demandez une prime quelconque, acceptez un nouveau travail, jouez à un jeu de hasard en prenant compte, bien entendu, de votre nombre de chance du jour.

Balance Cet aspect de la Lune pourrait compromettre votre équilibre financier. Vous ne courrez pas à la catastrophe, mais il vaudra mieux rester prudent et économie cette fois.

Scorpion Ce ne sera pas le moment de se lancer dans des spéculations hasardeuses ; tenez-vous-en aux valeurs sûres. N'essayez pas d'imposer votre volonté à contre-courant, vous pourriez être balayé de manière irrémédiable.

Capricorne Ce sera une journée de chance sur le plan financier, où votre savoir-faire et votre sens critique vous permettront d'agir d'une manière beaucoup plus avantageuse que d'habitude. Les finances seront plus solides et vous aurez un flair pour rentabiliser vos bénéfices. Toutefois, il ne faudra pas vous laisser aller, même si les choses vous paraissent plus faciles, car toute imprévoyance ou toute négligence pourraient encore vous coûter cher.

Sagittaire Dans le domaine matériel, vous aurez intérêt à vous surveiller de très près. En effet, l'influence euphorisante de Jupiter pourrait bien avoir sur vous des effets pervers. Vous dépenserez à tort et à travers, et votre boussole d'achats risque de prendre des proportions catastrophiques. Heureusement, Jupiter favorisera aussi les coups de chance et les opportunités très intéressantes.

Verseau Vous pourrez avoir quelques petits problèmes côté finances. Il est possible que votre équilibre financier soit perturbé. Vos revenus ne vont probablement pas baisser, mais ils ne vont certainement pas non plus augmenter. C'est pourquoi le moindre accroissement de vos dépenses pourra déstabiliser votre budget.

Poisson Votre charme sera à l'origine de la chance insolente que vous aurez ce jour. L'argent devrait rentrer facilement ; vous pourriez l'avoir presque en claquant des doigts. Quant à l'avancement dont vous rêvez, on vous le proposera spontanément. Vous pourrez parler haut et fort et affirmer ce que vous avez de plus authentique : on vous écouterai.

L'économiste

Premier Quotidien Économique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et

d'investigations économiques, financières et boursières

Édité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »

N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207

Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie

des Roses – Agoé Télessou

Email : contact@leconomistedutogo.tg

Site web : www.leconomistedutogo.tg

REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU

(+22 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE

(+22 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A

(+22 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO

(+22 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELLOT

Nicole ESSO

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU

(+22 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

Bourse

BRVM, une dynamique soutenue par des indicateurs en forte hausse

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a bouclé l'année 2025 sur une note positive. Avec une progression annuelle de 25,26 % et une hausse cumulée de 99,15 % sur les cinq dernières années, le marché financier régional de l'UEMOA confirme son attractivité croissante et son rôle majeur dans le financement des économies de l'Union.



• **Joël Yanclo**

Au terme de l'exercice 2025, la BRVM affiche des performances remarquables sur l'ensemble de ses principaux indices. Le BRVM Composite, indice de référence du marché, enregistre une progression annuelle de +25,26 %, traduisant une hausse généralisée des cours des sociétés cotées. Le BRVM 30 clôture l'année à 166,24 points, soit une croissance de +19,82 %, tandis que l'indice BRVM Prestige s'établit à 144,25 points, en hausse de +25,61 %, confirmant l'intérêt soutenu des investisseurs pour les valeurs de référence. De 2021 à 2025, l'indice BRVM Composite est passé de 145,37 points à 345,75 points, affichant une progression cumulée de 99,15 %. Malgré un contexte international exigeant, cette évolution traduit la solidité du marché régional et sa capacité à créer durablement de la valeur. La capitalisation boursière du marché des actions atteint, au 31 décembre 2025, 13 330,71 milliards de francs CFA, en hausse de 32,27 % par rapport à 2024. À cela s'ajoute la capitalisation du marché obligataire, estimée à 11 450,61 milliards de francs CFA. Ensemble, ces deux compartiments portent la capitalisation globale de la BRVM à un niveau record de 24 781,32 milliards de francs CFA, soit 18,37 %

du PIB de l'UEMOA.

Liquidité, innovations et attractivité

L'année 2025 se distingue également par une progression notable de l'activité du marché. Le volume des titres échangés a plus que doublé, atteignant 269,56 millions de titres contre 128,92 millions en 2024, soit une hausse exceptionnelle de 109,09 %. Cette évolution témoigne d'un renforcement de la liquidité et d'une consolidation progressive de la culture boursière au sein de l'Union. En revanche, la valeur globale des transactions s'est établie à 351,29 milliards de francs CFA, en recul de 23,89 % par rapport à 2024, reflétant une recomposition des échanges et une diversification des stratégies d'investissement. Par ailleurs, l'embellie du marché a été soutenue par l'admission à la cote de la Banque Internationale pour l'Industrie et le Commerce du Bénin (BIIC), introduite avec une capitalisation de 323,45 milliards de francs CFA, renforçant ainsi la profondeur et la diversité du marché actions. Au-delà des performances chiffrées, 2025 a été marquée par d'importantes avancées structurelles et technologiques. La mise en œuvre du BRVM Composite Total Return, la révision de la classification sectorielle, le renforcement de la transparence avec l'instruction sur le Profit Warning, ainsi que l'amélioration des outils analytiques, illustrent la

volonté de modernisation continue. À cela s'ajoutent les projets structurants liés au développement des produits dérivés et à l'exploration de nouvelles classes d'actifs, notamment les ETF et les indices ESG.

Contexte régional favorable et des perspectives prometteuses

Grâce à ces résultats, la BRVM consolide sa cinquième place parmi les principales places boursières du continent africain, se distinguant par la diversité de son univers d'investissement et la constance de sa croissance. Forte de ces acquis, l'année 2026 s'ouvre sous de bons auspices, avec l'ambition de renforcer davantage l'attractivité du marché, d'approfondir sa liquidité et de développer de nouveaux produits financiers. La BRVM entend ainsi consolider son rôle d'infrastructure financière essentielle au service du développement socio-économique des États membres de l'UEMOA. À cet effet, la BRVM exprime sa reconnaissance aux plus hautes autorités des États de l'Union, à l'AMF-UMOA, aux sociétés de gestion et d'intermédiation, aux émetteurs, aux sociétés cotées ainsi qu'aux investisseurs institutionnels et particuliers, dont l'engagement et la confiance ont contribué à ce succès collectif.

Cobalt

La RDC maintient les quotas d'exportation de 2025 jusqu'à fin mars 2026

Après l'embargo imposé en février sur les exportations de cobalt, la RDC a annoncé la reprise des expéditions en octobre 2025, avec la mise en place de quotas pour les producteurs. Ces derniers n'ont néanmoins pas pu expédier le métal avant la fin de l'année, au risque de perdre les volumes alloués.



En RDC, les quotas d'exportation accordés aux producteurs de cobalt pour le dernier trimestre 2025 pourront être utilisés jusqu'au 31 mars 2026. C'est ce qu'a déclaré le régulateur congolais dans un communiqué daté du dimanche 28 décembre et relayé mercredi 31 décembre par Reuters. Cette annonce vient lever des incertitudes créées par les goulots d'étranglement dans le nouveau processus d'exportation du cobalt congolais. Après avoir mis un embargo sur les expéditions du métal stratégique pour l'industrie des batteries pour véhicules électriques, Kinshasa l'a remplacé en octobre par des quotas d'exportation. Selon ce système de quotas, 18 125 tonnes de cobalt étaient prévues pour être exportées entre octobre et décembre 2025. Comme l'a rapporté l'Agence Ecofin, plusieurs entreprises n'ont pas pu utiliser leurs quotas, alors que le cadre réglementaire n'autorise pas, en principe, à transférer ou reporter dans le temps ces

expéditions. Notons que le ministre des Finances, Dou dou Fwamba, a déclaré il y a quelques jours que les exportations de cobalt ont « repris », sans apporter de précisions sur les volumes exportés ou les compagnies concernées. CMOC, un des principaux producteurs de cobalt en RDC et qui dispose d'un quota d'exportation de 6 650 tonnes pour le quatrième trimestre 2025, a estimé que les premières cargaisons ne devraient pas quitter le pays avant le mois de janvier. Le processus administratif s'est poursuivi durant les dernières semaines de 2025, avec le prélèvement d'échantillons en vue des premières expéditions de cobalt sous le nouveau régime de quotas et les paiements douaniers. Si l'incertitude autour des

Emiliano Tossou

Energies

Elumelu accélère dans le pétrole nigérian avec l'acquisition de 20 % de Seplat

Quelques jours après avoir bouclé un financement clé pour ses activités amont, la holding de Tony Elumelu signe une acquisition structurante en entrant au capital de Seplat Energy.



dans l'avenir énergétique du Nigeria et du continent africain, a commenté Tony Elumelu (photo).

Sur le plan industriel, cette opération permet à Heirs Energies, qui a fait son entrée dans l'amont pétrolier en 2021 en acquérant une participation dans l'OML 17 précédemment détenue par Shell, Total et Eni, de s'associer à un producteur établi au portefeuille diversifié dans le pétrole et le gaz. Seplat affiche des réserves 2P de plus d'un milliard de barils équivalent pétrole et une production en intérêts directs de 135 600 barils équivalent pétrole par jour à fin octobre 2025.

De son côté, Heirs Energies produit actuellement plus de 50 000 barils par jour et environ 120 millions de pieds cubes de gaz, avec des ambitions de croissance à moyen terme.

Avec Agence Ecofin

Leur fortune s'est envolée en 2025

Qui sont les 7 milliardaires africains du Top 500 mondial

L'Afrique compte 7 milliardaires sur la liste des 500 personnes et familles les plus fortunées du monde du Bloomberg Billionaires index, à fin 2025. Fait remarquable, leur fortune a augmenté de 26,89% en une année.

Selon Bloomberg Billionaires Index, la fortune des 500 personnes les plus riches du monde a augmenté de 2.200 milliards de dollars en 2025. Le patrimoine cumulé de ces milliardaires a atteint 11.900 milliards de dollars. Bloomberg a utilisé les cours boursiers et les taux de change du 7 mars 2025 pour établir son classement largement dominé par les Américains et les Chinois. Il faut souligner que pour intégrer ce club des 500 personnes plus fortunées du monde il faut disposer d'un ticket d'entrée de 7,37 milliards de dollars.

Sur ces 500 hommes, on en compte que 7 africains, c'est-à-dire des milliardaires qui résident et/ou qui ont l'essentiel de leurs actifs au niveau du continent. Cela exclut les milliardaires d'origine africaine qui sont installés dans d'autres continent et/ou qui ont la majorité de leurs actifs en dehors de l'Afrique.

Il s'agit de trois Sud-africains -Johann Rupert & family, Nicky Oppenheimer et Natie Kirsh-, deux Nigérians -Aliko Dangote et Abdul Samad Rabiu-, et deux Egyptiens -Naguib Sawiri et Nassif Sawiri.

Ces 7 milliardaires africains ont vu leur fortune cumulée augmenter fortement de 21,87 milliards de dollars en 2025 pour atteindre 103,20 milliards de dollars, affichant une hausse de 26,89% par rapport au niveau de fin 2024. Plusieurs facteurs expliquent cette forte hausse alors que les économies africaines n'ont pas connu une telle dynamique avec une croissance du produit intérieur brut (Pib) du continent d'environ 4,2% en moyenne.

Cette forte croissance de la richesse individuelle s'explique par la conjonction de plusieurs facteurs dont, principalement, l'envolée des cours des sociétés cotées dans les différentes bourses africaines.

En effet, globalement, 2025 a été un bon millésime pour les places boursières africaines. Ainsi, les Bourses de Johannesburg, du Caire, de Lagos et de Casablanca, pour ne citer que les plus importantes, ont affiché des performances exceptionnelles en 2025.

Le FTSE -JSE Africa all Share index de Johannesburg, le EGX 30 Index du Caire, le NGX All Share



• Les 7 milliardaires africains du Bloomberg billionnaires index 500 à fin 2025.

Index de Lagos et le MASI de Casablanca ont affiché des performances respectives de +42,16% à 41.689,96 points, +37,74% à 115.832,30 points, +51,19% à 155.040 points et +27,57% à 18.846,35 points. Ces excellentes performances ont bénéficié aux valeurs cotées, particulièrement à celles des différents milliardaires africains dont les fleurons figurent souvent parmi les premières capitalisations des bourses du continent. Outre la forte hausse des cours boursiers, l'envolée des fortunes est aussi impactée par les performances des monnaies africaines vis-à-vis du dollars en 2025. Ainsi, le naira nigérian et le lire égyptien qui ont connu de fortes dépréciations vis-à-vis du billet vert ces dernières années, à cause notamment des «dévaluations», se sont appréciées par rapport à la monnaie américaine en 2025. La richesse des hommes les plus fortunés étant libellée en dollar américain, l'appréciation des monnaies locales vis-à-vis du billet vert impacte positivement la fortune des milliardaires africains.

A ces facteurs s'ajoutent les changements de périmètres des actifs des milliardaires africains, grâce aux acquisitions, aux investissements,... Celui qui en a le plus bénéficié est le Nigérian Abdul Samad Rabiu. Le PDG de BUA Group, un conglomérat nigérian diversifié, actif dans les secteurs de l'alimentation (sucre, farine, riz), de l'industrie (ciment, raffinerie

pétrochimique), des infrastructures (ports énergie,), des ressources naturelles (pétrole, gaz et mines) et l'immobilier, a affiché la plus forte hausse. Sa richesse a augmenté de 6,85 milliards de dollars passant de 3,14 milliards de dollars à fin 2024 à 9,99 milliards de dollars à fin 2025, soit une multiplication par plus de 3 en une seule année. Cette accroissement a été rendu possible par les évolutions des cours en bourse de BUA Foods (+92,51%) et BUA Cement (+91,94%).

A cette évolution, s'est greffé le comportement du naira vis-à-vis du dollar. En effet, après les «dévaluations» du naira ces deux dernières années, la monnaie nigériane s'est appréciée de 6,65% vis-à-vis du dollars en s'échangeant à 1.445,37 nairas pour 1 dollar, contre 1.548,27 nairas pour le même dollars une année auparavant.

Conséquence, Abdul Samad Rabiu s'est installé au 5e rang des plus grandes fortunes africaines et a intégré le Top 500 des plus grosses fortunes du monde en se classant au 353e rang. Nonobstant, malgré un gain de seulement 1,90 milliard de dollars en 2025, Aliko Dangote demeure la première fortune du continent avec une fortune qui s'est établie à 30 milliards de dollars qui le classe au 74e rang mondial.

Dangote Cement a vu son cours boursier croître de 27,19% durant l'année dernière. Celui de Dangote Su-

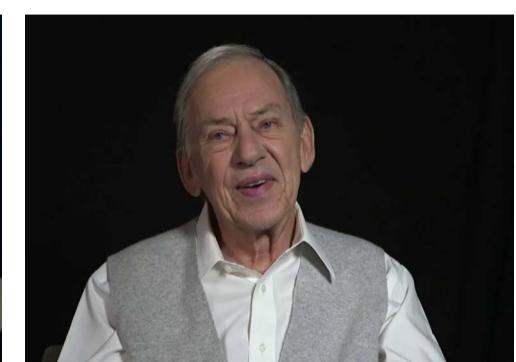
gar Refinery Plc a fait mieux avec une performance annuelle de l'action de 84,62%. A ces facteurs s'ajoute la montée en puissance de sa méga raffinerie de pétrole d'une capacité de traitement de 650.000 barils/jour et qui est à la limite la saturation (elle traitait déjà environ 600.000 barils/jour en juillet 2025) générant d'importants revenus. Dangote demeure le seul milliardaire africain figurant dans le Top 100 des hommes les plus riches du monde et pourrait même intégrer le Top 50 une fois sa raffinerie de pétrole cotée sur les places de Lagos et de Londres.

En plus de l'effet de la Bourse, les deux milliardaires nigérians ont bénéficié en 2025 de l'effet de change consécutif à l'appréciation de 6,5% du naira, la monnaie nigériane, de vis-à-vis du dollar.

Derrière le nigérian suivent deux Sud-africains: Johann Rupert & family et Nicky

en 2025 à 19,5 milliards de dollars, provient essentiellement de la hausse du cours de la société de luxe Richemont, basée en Suisse et qui produit une vingtaine de marques (Cartier, Montblanc, Piaget, Ralph Lauren, Watch & Jewelry...). Le cours de l'action est passé de 138 à fin 2024 à 171 francs suisse à fin 2025, soit une progression de 23,91%.

Derrière les deux Sud-africains suit l'Egyptien Naguib Sawiri dont la fortune a augmenté de 3,74 milliards de dollars en 2025 pour atteindre 10,6 milliards de dollars. La fortune du patron d'Orascom est tirée par les véhicules cotés dont Orascom Construction Industries et Orascom Investment Holding dont les cours boursiers ont bondi de respectivement 51,05% et 107,27% en 2025, dans le sillage de l'excellente performance de la place boursière égyptienne avec l'EGX 30 Index du Caire en hausse annuelle de 42,84%. L'homme le plus riche d'Égypte, der-



xAI Holdings a vu sa fortune croître de 168 milliards de dollars en une journée suite à une nouvelle estimation de la valorisation de SpaceX et une validation par les actionnaires de Tesla d'un plan de rémunération colossal. Et sur l'année 2025, sa fortune a augmenté de 190 milliards de dollars! Il devance de très loin Larry Page, cofondateur de Google dont la fortune a augmenté de 101 milliards de dollars pour atteindre 270 milliards de dollars, Sergey Brin, l'autre cofondateur de Google +92,5 milliards à 251 milliards de dollars), Jeff Bezos (+16,1 milliards à 255 milliards de dollars) et Larry Ellison, patron d'Oracle (+57 milliards à 250 milliards de dollars).

Avec le360



Oppenheimer dont les fortunes ont augmenté de respectivement +5,81 milliards à 19,5 milliards de dollars et +2,30 milliards à 13,8 milliards de dollars, se classant respectivement aux 134e et 221e rangs mondiaux. La forte augmentation de la fortune de Johann Rupert & family, héritier du conglomérat de luxe Remgro, dont la fortune a augmenté de 5,81 milliards de dollars

N°757 du Lundi le 05 Janvier 2026

SPÉCIALE PROMO AZANBOKO I M'NA KAZANDO 2026

VIVEZ LA FIN D'ANNÉE AUTREMENT
AVEC BB LOMÉ

-18

● *Abus dangereux pour la santé. À boire avec modération.

